

Perspectives

Hebdomadaire – N°24/114 – 19 avril 2024

MONDE – L'actualité de la semaine

☞ Risques géopolitiques, inflation aux États-Unis... les marchés ont peur.....	2
☞ Italie : un programme de stabilité de façade.....	3
☞ Espagne : les services dynamiques au premier trimestre	3
☞ Chine : intrigante croissance	5
☞ Soudan : un an après le déclenchement du conflit, l'économie est au point mort	7

 Risques géopolitiques, inflation aux États-Unis... les marchés ont peur

L'aversion au risque se prolonge et s'amplifie : aggravation des tensions au Proche-Orient, notamment entre l'Iran et Israël, nouveau report des anticipations de baisse des taux directeurs américains du fait du dynamisme de l'économie américaine et discours plus prudents de responsables de la Fed. Le prix du pétrole s'est toutefois détendu cette semaine, à la faveur des appels internationaux à la retenue au Proche-Orient (le cours du brut de la mer du Nord a perdu 4% sur la semaine, mais s'inscrit néanmoins en hausse de 12% depuis le début de l'année), tandis que l'or a continué de monter (+0,5% sur la semaine, +7% depuis le début du mois). L'indice VIX, qui mesure la volatilité implicite de l'indice S&P 500, s'est envolé pour atteindre plus de 21 points ce vendredi, son niveau le plus haut depuis octobre.

Alimenté par des données conjoncturelles américaines sans cesse plus fortes que prévu (à l'exception du marché immobilier où les données ont généralement surpris à la baisse probablement en raison du rebond des taux hypothécaires), le mouvement de réappréciation à la baisse de l'assouplissement à venir de la politique monétaire de la Fed s'est en effet poursuivi, pesant sur les marchés obligataires et poussant les taux des rendements d'État à la hausse.

Les chiffres de la semaine, peu nombreux outre-Atlantique, n'ont pas contribué à infléchir cette tendance. Les ventes au détail du mois de mars se sont révélées bien meilleures que prévu, en hausse de 0,7% sur le mois, soit près du double des prévisions du consensus (0,4%) et les chiffres de février ont été révisés à la hausse.

La solidité de la consommation américaine justifie la prudence exprimée par un nombre croissant de responsables de la Fed qui, au cours des dernières semaines, se sont montrés défavorables à une baisse rapide des taux directeurs. Cette semaine, le président de la Fed Jerome Powell les a rejoints, sans ambiguïté, lors d'une interview sur CNBC le 16 avril. Les progrès en termes de désinflation ne sont pas encore suffisamment convaincants ; la Fed est préparée à garder les taux inchangés aussi longtemps qu'il le faudra.

Bien que les déclarations de Powell soient en ligne avec celles faites précédemment par d'autres membres de la Fed, qui avaient plaidé précédemment pour le report ou la réduction du rythme de baisses de taux, Jerome Powell semble aller plus loin en admettant la possibilité que la Fed ne réduise pas du tout ses taux d'ici la fin de l'année. Néanmoins, le président de la Fed se garde toujours de donner un calendrier spécifique de baisse de taux. Les décisions de la Fed continueront d'être fonction du flux de données

économiques et, tant que le marché du travail résiste, ce sont les données de l'inflation qui vont déterminer l'orientation de la politique monétaire.

Ces propos ont provoqué une chute des obligations souveraines américaines. Les taux des *Treasuries* à 2 ans et 10 ans ont augmenté de 9 et 15 points de base respectivement sur la journée de mardi à 4,99% et 4,67% respectivement, avant de rebaisser sur la fin de la semaine à 4,95% et 4,58% respectivement (+5 points de base sur la semaine).

Nous maintenons pour le moment notre prévision d'une première réduction des taux des *fed funds* en juillet et d'une baisse totale de 50 points de base cette année, mais les risques penchent clairement vers un début plus tardif du cycle d'assouplissement monétaire et d'un nombre de baisses moindre. En ce qui concerne les marchés, ils n'anticipent plus qu'un assouplissement d'environ 40 points de base en 2024, contre près de 170 points de base mi-janvier. Les indices actions n'ont évidemment pas apprécié la hausse des taux. Le S&P 500 a baissé cinq jours d'affilée depuis vendredi dernier et perd plus de 2% sur la semaine (à 5 011 points, un plus bas depuis le 21 février). Les marchés européens ne sont pas restés indemnes : l'indice actions Stoxx 600 baisse de 1,5% sur la journée de mardi, soit sa plus forte chute journalière depuis juillet. Sur la semaine, l'Eurostoxx 50 perd 0,8%, tandis que le CAC 40 minimise la casse à -0,2%.

D'autres nouvelles ont également pesé sur l'appétit pour le risque, à savoir l'annonce par le président Joe Biden, lors de sa campagne électorale en Pennsylvanie, de son intention de tripler les droits de douane sur l'acier et l'aluminium chinois (actuellement à 7,5% en moyenne). L'administration américaine s'attend à ce que l'impact sur l'inflation d'une telle mesure soit « assez faible » dans la mesure où les importations américaines d'acier chinois ne représentent que 0,6% de la demande américaine totale d'acier.

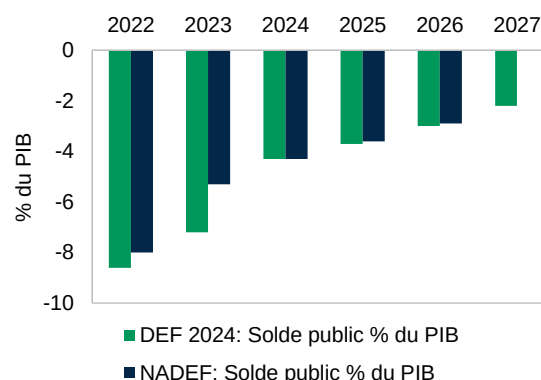
Enfin, pour ne rien arranger au climat général, le Fonds monétaire international a alerté sur les « risques significatifs » que le déficit budgétaire américain faisait peser sur l'économie et la stabilité financière mondiales. Dans son rapport de surveillance budgétaire *Fiscal monitor*, publié cette semaine, il a indiqué anticiper un déficit record de 7,1% cette année, soit plus de trois fois la moyenne des autres pays développés. Les États-Unis resteraient toutefois le moteur de l'économie mondiale avec une croissance prévue de 2,7% cette année, revue à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'estimation précédente, et le double du taux de croissance des pays du G7.

Zone euro

Italie : un programme de stabilité de façade

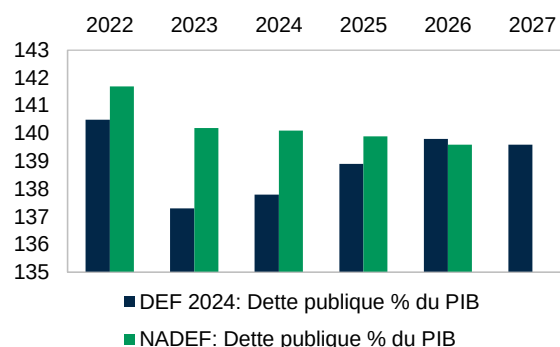
Malgré un déficit en hausse en 2023, atteignant 7,2%, le Programme de Stabilité 2024-2027 confirme la trajectoire des finances publiques italiennes déjà dessinée précédemment avec une réduction progressive du déficit public à l'horizon 2027 et une amélioration prévue du solde structurel de 2,3 points entre 2023 et 2027. Dans le détail, le solde public devrait diminuer progressivement, passant de 4,3% du PIB en 2024 à 3,7% en 2025, puis 2,2% en 2027. Parallèlement, le solde primaire, excluant les charges d'intérêts, connaîtra une nette amélioration, passant d'un déficit de -0,4% du PIB en 2024 à un excédent à +0,3% dès 2025, pour terminer sa trajectoire avec un surplus de 2,2% en 2027. L'impact de la hausse des taux sur le service de la dette est encore contenu en 2024, avec un service de la dette estimé à 3,9%, mais il augmentera progressivement à partir de 2025 pour se situer à 4,4% en 2027. Le ratio dette/PIB devrait croître modérément à partir de 2025, passant de 137,3% en 2023 à 139,8% en 2026. Le document économique et financier ne fait que confirmer la trajectoire des finances publiques dessinée au cours des exercices passés et ne comporte pas de volet programmatique. Fortement critiqué, le gouvernement explique ce choix en mettant en avant les incertitudes autour de la transition en cours vers les nouvelles règles européennes de supervision budgétaire et préfère attendre la trajectoire de référence élaborée par la Commission européenne le 21 juin avant de se prononcer sur les actions à mener. Il devrait donc présenter un nouveau Plan structurel de budget à moyen terme d'ici le 20 septembre de cette année en amont du Projet de loi de finances pour 2025.

Trajectoire du solde public % du PIB



Source : MEF, Crédit Agricole S.A./ECO

Trajectoire de la dette publique % du PIB



Source : MEF, Crédit Agricole S.A./ECO

Notre opinion – Malgré une réaction contenue des marchés, l'ouverture d'une procédure de déficit excessif à l'encontre de l'Italie se renforce après la publication des chiffres des finances publiques. Avec de nouvelles règles à l'horizon et les élections européennes en ligne de mire, le gouvernement italien préfère adopter une approche prudente et livre un document consensuel. Celui-ci se contente de reprendre la trajectoire actualisée des finances publiques de septembre dernier, même si cela risque d'alimenter le débat national. En effet, au cours des dernières années, seuls quatre gouvernements n'ont pas présenté de cadre programmatique en raison d'un contexte parfois jugé singulier. Dans le cadre du gouvernement de Giorgia Meloni, ce choix est jugé opportuniste par la gauche et les syndicats.

Espagne : les services dynamiques au premier trimestre

L'indice du chiffre d'affaires du secteur des services marchands a connu une variation de 4,7% sur un an en février. Cette variation était de 3,5 points supérieure à celle enregistrée en janvier, car le rebond entre janvier et février a été de 2,1, marquant ainsi une forte accélération.

Cette progression est diffuse sur tout le territoire national et concerne toutes les communautés autonomes. La Rioja (17,4%), la Communauté forale de Navarre (11,8%) et les Îles Baléares (11,3%) ont enregistré les plus fortes hausses. De leur côté, le Pays basque (1,0%), l'Aragon (1,3%) et la Région de Murcie (3,5%) ont affiché les plus faibles augmentations.

☑ **Notre opinion** – *L'activité dans le secteur des services en Espagne maintient un rythme de croissance positif et enregistre en mars des chiffres qui n'avaient pas été atteints depuis mai de l'année dernière. L'indice PMI du secteur augmente de 1,4 point par rapport au mois de février, passant de 54,7 points à 56,1. Le secteur du tourisme contribue positivement à cette évolution avec un bon départ en 2024. Les arrivées internationales en février étaient de 15,9% supérieures au même mois de 2019, tandis que les dépenses des touristes internationaux ont atteint un niveau de 26,7% supérieur à celui de février 2019. La demande de services touristiques se maintient de façon soutenue malgré la forte augmentation des prix liée au tourisme : les prix des hôtels en février ont augmenté de 9% sur un an selon l'IPC, atteignant un niveau supérieur de 32,2% à celui du même mois de 2019. Les arrivées de touristes en février ont été renforcées par des flux touristiques plus importants en provenance des Amériques (+26,9% par rapport à février 2019) et par le tourisme en provenance de l'UE (+17,7% par rapport à février 2019). En ce qui concerne les résidents, suite à des flux résilients de l'été dernier, les nuitées des résidents dans les hébergements touristiques ont augmenté de 4,4% sur un an en février, retrouvant le niveau d'avant la pandémie. En ce qui concerne l'avenir, nous prévoyons un taux de croissance robuste des flux touristiques en basse saison et une croissance plus modeste en haute saison, les deux à partir de niveaux élevés.*

Pays émergents

Asie

Chine : intrigante croissance

Surprise côté chinois : la croissance du premier trimestre 2024 a été bien plus forte qu'anticipé, et a atteint 5,3% quand le consensus la situait plutôt autour de 4,8%.

Un chiffre aux airs de revanche après la décision de l'agence Fitch de passer la notation souveraine de la Chine de « stable » à « négative » en raison des inquiétudes sur les perspectives de croissance à moyen terme, l'impact de la crise immobilière et la soutenabilité des finances publiques. En décembre dernier, Moody's avait pris la même décision. Seule Standard and Poors a confirmé la perspective stable de la notation chinoise cette année. Réagissant à l'annonce de Fitch, le ministre de l'Économie chinois a indiqué que l'agence « avait échoué à prendre en compte l'impact positif des politiques budgétaires sur la croissance ». La publication de la croissance du premier trimestre aurait pu lui donner raison.

Pourtant, cette dernière n'a pas réussi à calmer les inquiétudes autour de l'économie chinoise. Le décalage entre les difficultés persistantes de nombreux secteurs, se reflétant dans les indicateurs d'activité, et le chiffre de croissance consolidée brouille l'analyse de la conjoncture.

Désinflation persistante

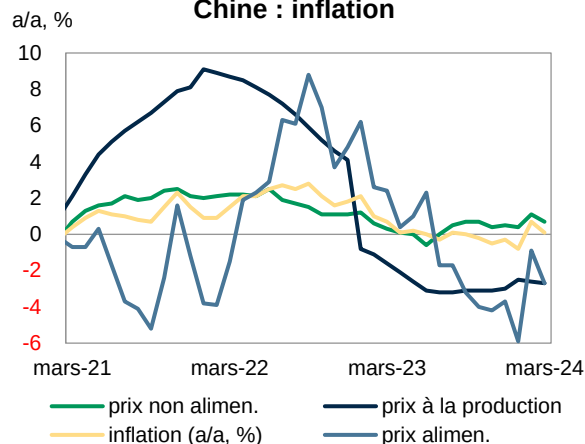
Après une légère embellie en février, portée par les activités liées au Nouvel An lunaire, notamment dans les services, l'inflation s'est de nouveau repliée en mars (0,1% en glissement annuel), traduisant la faiblesse persistante de la demande interne. Les ventes au détail n'ont ainsi progressé que de 3,1%.

Cette contre-performance s'explique en partie pour des raisons techniques et saisonnières : un fort effet de base hérité du mois de mars 2023 – les ventes au détail avaient alors augmenté de 10,6%, portées par la réouverture de l'économie –, un Nouvel An décalé par rapport à 2023, une année bissextile.

Mais même en tenant compte de ces ajustements techniques, l'analyse des ventes au détail par catégorie fait ressortir la faiblesse structurelle de la demande, en particulier pour les biens. Les services profitent encore de la reprise du tourisme, qui a enfin dépassé son niveau pré-pandémie. En revanche, la guerre des prix en cours dans le secteur automobile commence à se matérialiser : en mars, les ventes de voitures ont augmenté de 6% en nombre d'unités mais baissé de 3,7% en valeur.

Cela signifie que la baisse des prix n'a pas été compensée par une hausse significative des volumes, et donc que certains constructeurs pourraient vite se retrouver en difficulté si les prix ne se stabilisent pas.

Chine : inflation

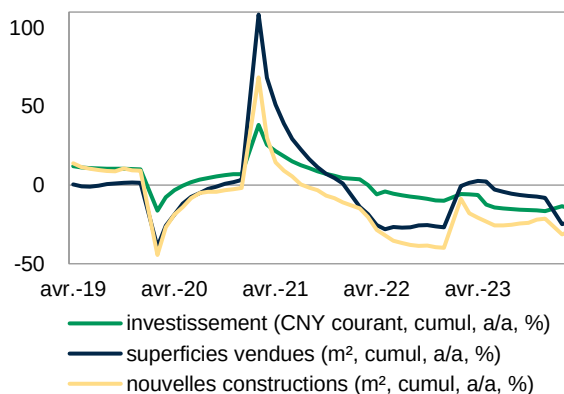


Source : NBS

L'interminable chute du marché immobilier

Les indicateurs liés au marché immobilier ont continué à se dégrader en mars, qu'il s'agisse de l'investissement, des mises en chantier, des projets rendus ou du nombre de transactions. Les prix des biens dans l'ancien ont continué à baisser dans 69 des 70 premières villes chinoises. Ces indicateurs sont en contraction depuis le début de l'année 2022, et ce malgré les différentes mesures de soutien mises en place par les autorités (baisse des taux, facilités de prêts, allègement des conditions d'accès à la propriété).

Chine : immobilier résidentiel



Source : NBS

L'impact de la crise immobilière se fait aussi sentir sur la production dans les industries lourdes liées au secteur de la construction, comme le ciment ou l'acier brut. De manière globale, la production industrielle a également ralenti en mars (+4,5% en g.a., contre +7% en janvier-février). Cela s'explique non seulement par l'atonie de la demande interne, mais aussi par le ralentissement des exportations (-7,5% en g.a.), en particulier dans les secteurs de production traditionnels de l'économie chinoise.

(téléphones et biens d'équipements). Le taux d'utilisation des capacités industrielles est ainsi à son plus bas niveau depuis 2016.

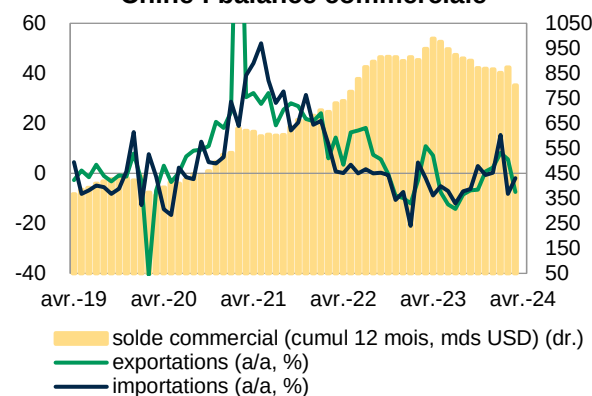
Le ralentissement de la demande extérieure intervient dans un contexte de tensions commerciales croissantes entre la Chine et les pays occidentaux. En déplacement en Pennsylvanie, région industrielle dans laquelle une partie de l'élection américaine de novembre pourrait se jouer, Joe Biden a ainsi annoncé vouloir tripler les droits de douane sur l'acier et l'aluminium chinois et lancer une enquête sur les pratiques déloyales de la Chine dans les secteurs de la construction navale, du transport maritime et de la logistique.

Cette annonce fait écho aux inquiétudes de l'industrie sidérurgique latino-américaine, et en particulier brésilienne, qui réclame elle aussi des taxes sur les importations chinoises.

Côté européen, les enquêtes visent quant à elles les fabricants d'éoliennes et les constructeurs de véhicules électriques, soupçonnés de bénéficier d'importantes subventions publiques créant des distorsions de concurrence.

Ces dernières semaines, les discussions autour des surcapacités chinoises se sont intensifiées. En déplacement en Chine, Janet Yellen, secrétaire du Trésor américain, a déclaré que ces surcapacités faisaient peser un risque de dislocation de l'économie mondiale. Dévoilant ses nouvelles prévisions de croissance dans le cadre de son assemblée annuelle, le FMI a quant à lui mis en garde contre un « essoufflement » de la reprise économique chinoise, en raison d'une demande intérieure atone et de la crise immobilière, qui pourrait multiplier les surcapacités de production et donc exacerber les tensions commerciales.

Chine : balance commerciale



Source : Administration générale des douanes

Comment expliquer les 5,3% de croissance du premier trimestre ?

Devant ce panorama, comment expliquer les bonnes performances de la croissance chinoise ? Si l'on en croit les chiffres chinois, elles peuvent être attribuées à la hausse des investissements dans les industries liées aux nouvelles technologies et les infrastructures. Une tendance qui confirme les priorités des autorités et leur soutien constant au secteur de l'offre.

Tout en se félicitant pour ces performances, le ministre de l'Économie chinois a indiqué que l'atteinte de la cible de croissance fixée pour 2024 « autour de 5% » supposerait de nouveaux efforts. Le Politburo doit se réunir fin avril et pourrait annoncer de nouvelles mesures de soutien à l'économie : baisse des ratios de réserves obligatoires, accélération des émissions obligataires, nouvelles injections de liquidités. Une chose est sûre, les marchés restent circonspects face aux perspectives chinoises, et réagiraient sûrement mal à un resserrement monétaire ou budgétaire. Malgré les chiffres du premier trimestre, le consensus continue d'anticiper une croissance sous la cible des 5%.

Afrique sub-saharienne

Soudan : un an après le déclenchement du conflit, l'économie est au point mort

Le Soudan est confronté à un conflit armé qui oppose, depuis un an, les forces armées soudanaises (SAF) commandées par Abdel Fattah al-Burhan et les forces paramilitaires de soutien rapide (RSF) dirigées par Mohamed Hamdan Dogolo.

Ces deux généraux, anciennement alliés, avaient participé à la destitution d'Omar el-Béchir lors des contestations populaires de 2019, puis au coup d'État de 2021 qui avait évincé les civils du gouvernement chargé de la transition (2019-2021).

Cependant, les tensions apparues entre les deux chefs militaires rivaux ont plongé le Soudan au cœur de la quatrième guerre civile de son histoire.

Actuellement, le pays se trouve divisé entre, d'une part, les RSF qui contrôlent l'ouest, le sud et Khartoum en mettant la main sur les institutions et le commerce de l'or et, d'autre part, les SAF qui sont implantés au nord et à l'est du pays afin d'encaisser les droits de transit du pétrole à Port Soudan.

Quelles conséquences du conflit au Soudan ?

Tout d'abord, cette dégradation de l'environnement politique s'est traduite par une diminution des indicateurs de développement du Soudan, alors que ces derniers s'amélioraient à la suite du retrait du pays de la liste des États soutenant le terrorisme en 2019 et de l'approbation de l'allègement de sa dette en 2021, processus suspendu depuis.

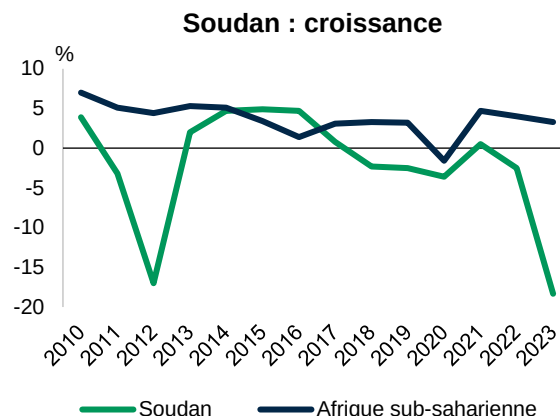
Le Soudan est devenu l'un des pays à plus faible revenu d'Afrique sub-saharienne (533 USD/hab.), où les taux de chômage (46%), d'extrême pauvreté (35,7%) et d'inégalités sont les plus élevés de la région.

Pour l'expliquer, le pays fait face, actuellement, à une triple crise :

- ✓ **Une crise alimentaire** : 15,8 millions de personnes font face à une situation de pénurie dite « aigüe » selon la FAO.
- ✓ **Une crise sanitaire** : 70% des établissements de santé sont fermés tandis que les hôpitaux manquent de personnel et de fournitures médicales appropriées selon le ministère fédéral de la Santé (FMoH).
- ✓ **Une crise migratoire** ; 6,5 millions de Soudanais se sont déplacés dans le pays depuis le début du conflit, ce qui constitue la plus grande crise de déplacement interne au monde.

Au vu de l'ampleur des enjeux causés par cette triple crise, le plan de réponse humanitaire (HRP) au Soudan nécessiterait près de 2,7 milliards USD, bien qu'il n'ait été financé qu'à 6% début 2024.

Ce conflit a également causé de graves conséquences sur l'économie soudanaise dont la croissance a subi une contraction historique en 2023, rappelant celle de 2011, suite à la sécession du Soudan du Sud qui avait causé la perte de près de 75% de sa capacité de production pétrolière.

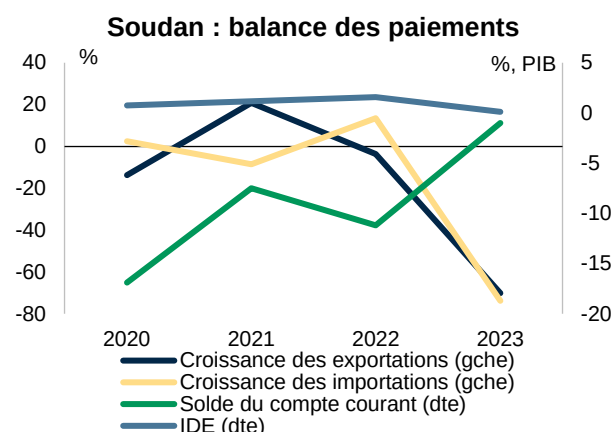


Source : FMI, Crédit Agricole S.A./ECO

Dans un premier temps, les pillages et dégradations des infrastructures, engendrés par le conflit, ont fortement touché le secteur industriel. Bien que l'extraction se soit largement poursuivie, les installations de traitement ont été endommagées ; par exemple, expliquant la chute drastique de la production d'or à 2 tonnes métriques fin 2023, contre 35 tonnes métriques fin 2022.

Il en va de même pour les secteurs des services et de l'agriculture qui ont également essuyé de larges pertes : conséquences des dommages subis par les entrepôts et les infrastructures de transformation d'une part, et d'un manque d'accès au marché, aux intrants et aux financements d'autre part.

Les ruptures de chaîne d'approvisionnement combinées aux dégâts subis par les infrastructures ont également eu un impact sur le commerce extérieur du Soudan.



Source : FMI, Crédit Agricole S.A./ECO

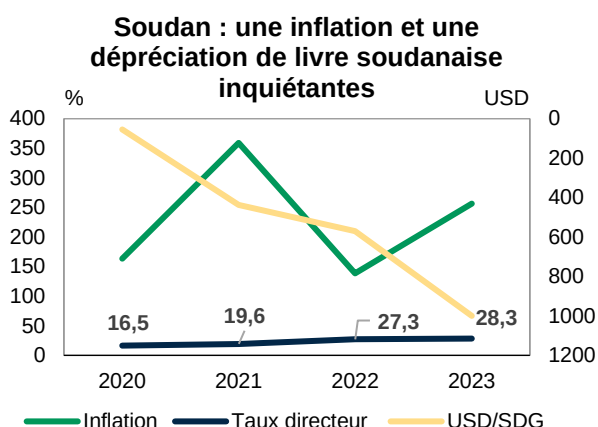
En effet, les exportations d'or du pays, principales sources de devises, se sont effondrées, ce qui a affaibli la livre soudanaise – qui s'est dépréciée de près de 50% – et abaissé les réserves internationales qui correspondaient à une couverture de moins de deux semaines d'importations de biens et de services avant l'éclatement du conflit.

Finalement, le conflit n'a fait qu'affaiblir les entrées de devises étrangères, exacerbant les pénuries (notamment de carburant et de denrées alimentaires), affaiblissant la monnaie et augmentant l'inflation des biens importés.

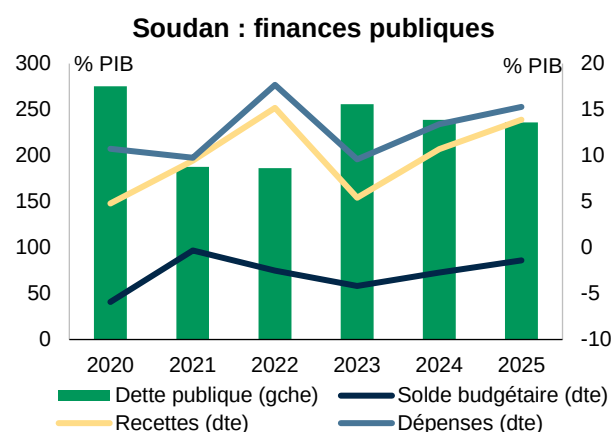
Cela explique que l'inflation a atteint près de 256% en 2023, selon le FMI, participant à la chute de la consommation privée.

Enfin, la montée de l'insécurité continue de décourager les investissements nationaux et étrangers, tandis que les dépenses d'investissement du gouvernement s'effondrent en raison de l'allocation croissante des ressources gouvernementales au budget de la défense.

Les recettes budgétaires étant faibles, la croissance ralentissant, les marges de manœuvre s'affaiblissant : la soutenabilité de la dette est devenue un enjeu majeur, à moyen terme, pour le pays. En effet, le ratio dette/PIB du Soudan demeure le plus élevé de la région d'Afrique sub-saharienne, à hauteur de 256% du PIB en 2023 et devrait se stabiliser entre 235% et 245% à l'horizon 2025-2028 selon le scénario central du FMI.



Source : FMI, Crédit Agricole SA/ECO



Source : Oxford Economics Africa, Crédit Agricole S.A.

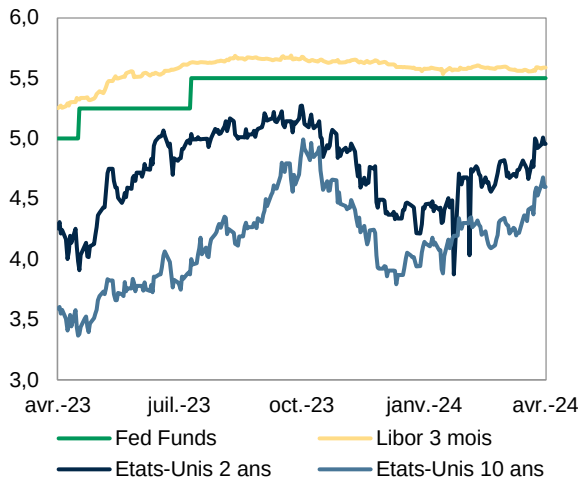
Notre opinion – La crise soudanaise est totale. Alors que le pays est en proie à un besoin de financement externe structurellement élevé du fait de l'isolement international, de la chute des IDE et du commerce soudanais, les besoins humanitaires deviennent, quant à eux, de plus en plus pressants. « Une génération entière pourrait être détruite » explique Olga Sarrado Mur, porte-parole de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), rappelant que près de la moitié de la population soudanaise vit actuellement dans un contexte de pénurie chronique de nourriture, d'eau potable, de médicaments et de carburant.

Jusqu'ici, la diplomatie était restée prise au piège des luttes d'influence entre des acteurs sous-régionaux et internationaux. Toutefois, cette semaine, une conférence internationale s'est tenue à Paris afin de soutenir les efforts de paix dans la région. Organisée conjointement par le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, son homologue allemande, Mme Annalena Baerbock, le Haut représentant de l'Union européenne, Josep Borrell, et le Commissaire européen à la Gestion des crises, Janez Lenarčič, la conférence a recueilli la promesse d'une enveloppe de 2 milliards d'euros : soit un premier pas vers la résolution des enjeux socioéconomiques et, a fortiori, de la crise humanitaire à laquelle le pays est confronté.

Tendances à suivre

Taux d'intérêt en dollar américain

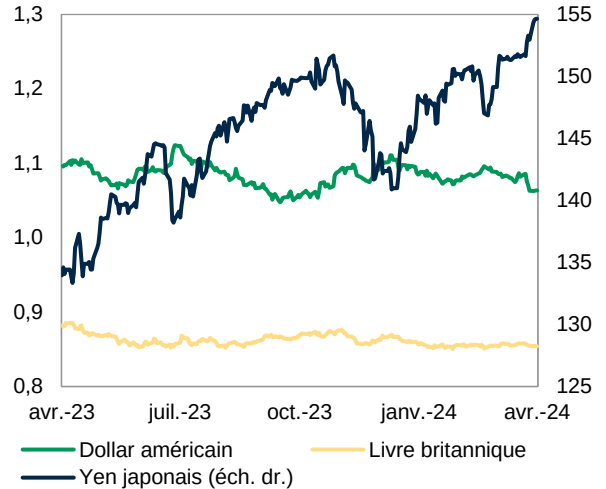
%, interbancaire (Londres) et souverains (États-Unis)



Source : Thomson Reuters

Taux de change des principales devises

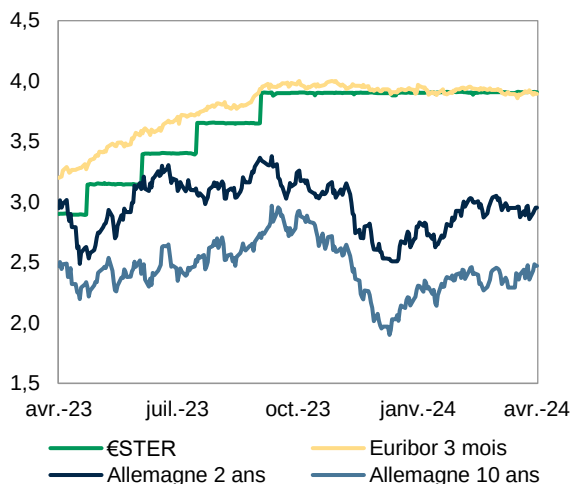
EUR/USD, EUR/GBP et USD/JPY



Source : Thomson Reuters

Taux d'intérêt en euro

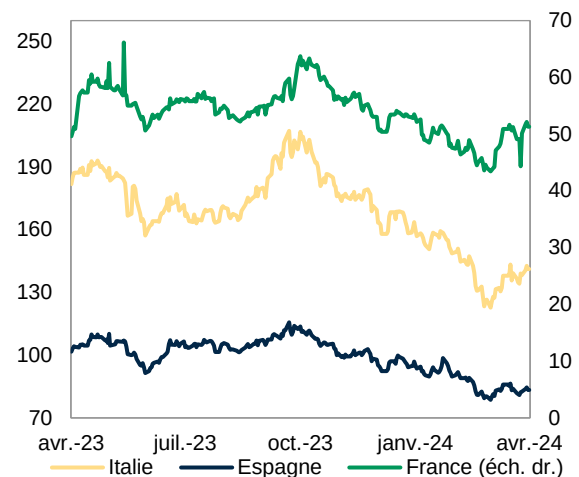
%, interbancaires (Londres) et souverains (Allemagne)



Source : Thomson Reuters

Spreads souverains européens avec le Bund

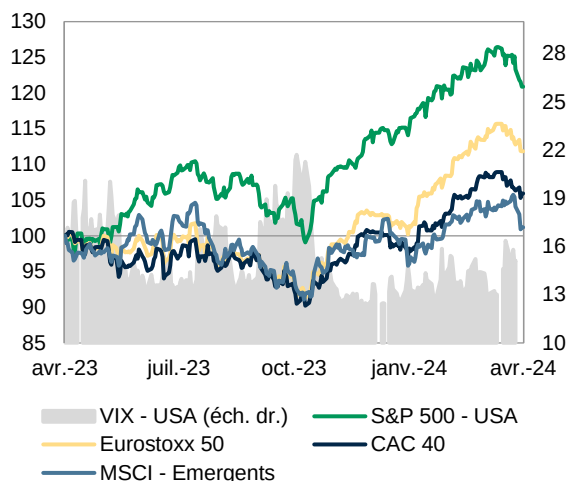
Pdb, dette en EUR à dix ans



Source : Thomson Reuters

Marché actions

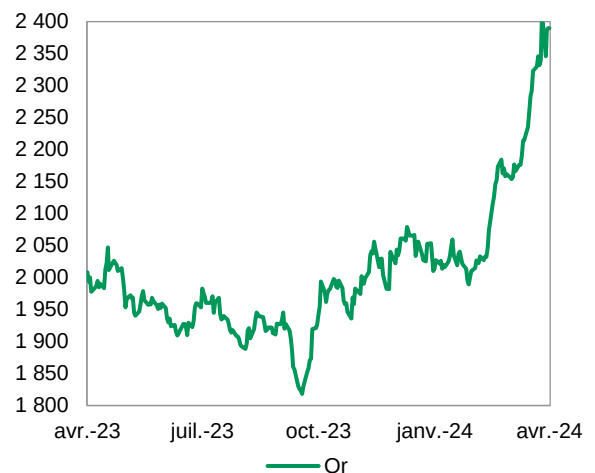
Indice boursiers (100 = début de période) et volatilité VIX



Source : Thomson Reuters

Cours de l'once d'or

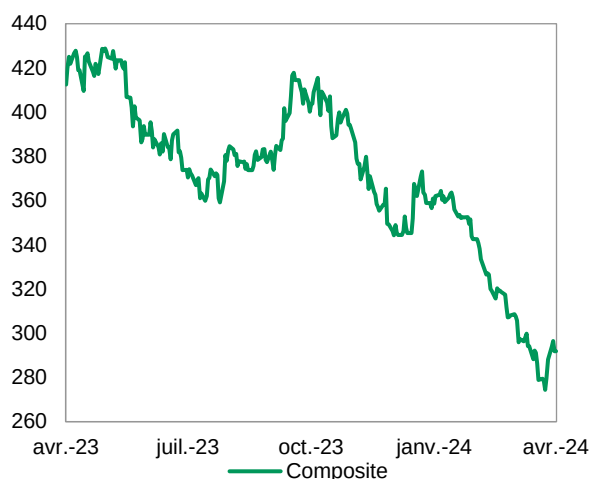
USD/Once troy (Londres)



Source : Thomson Reuters

Spreads souverains émergents avec le T-Bond

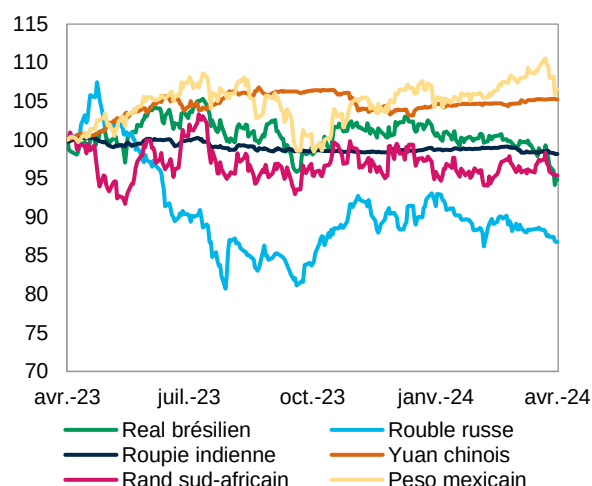
Indices EMBI+ (pdb, dette en USD de plus d'un an)



Source : JP Morgan

Devises émergentes

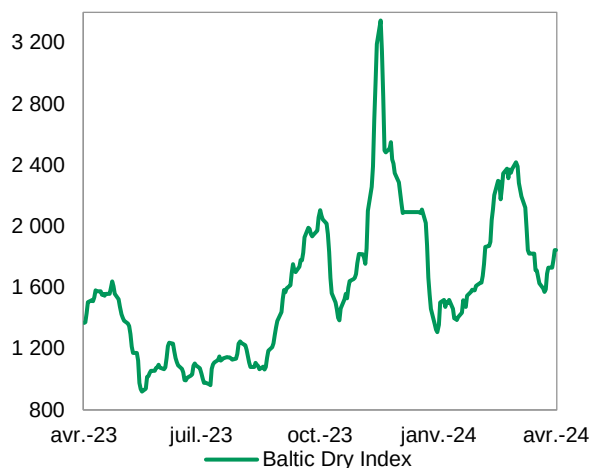
/USD (indice 100 = début de période)



Source : Thomson Reuters

Coût du transport maritime de vrac sec

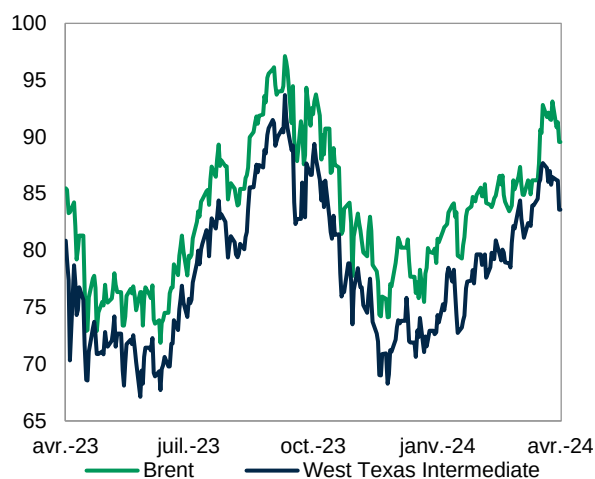
Baltic Dry Index (USD/point)



Source : Baltic Exchange

Cours du baril de pétrole brut en USD

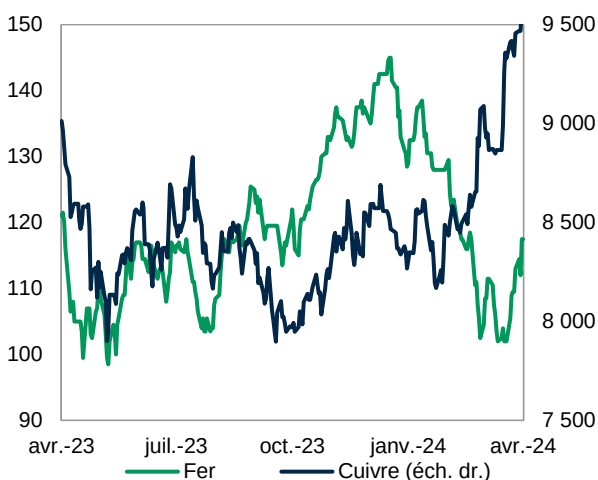
Brent (mer du Nord) et WTI (golfe du Mexique)



Source : Thomson Reuters

Cours des métaux

USD/tonne métrique



Sources : Steel Home, London Metal Exchange

Agriculture

SRW Wheat (USD/boisseau) et CRB foodstuffs (USD/point)



Sources : USDA, CRB

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2024-2025 – Avril 2024

[Normalisation\(s\)](#)

Date	Titre	Thème
18/04/2024	Afrique sub-saharienne – Une reprise économique fragile et des défis en suspens	Afrique sub-saharienne
17/04/2024	Hong Kong – Un pas de plus vers la Chine	Hong Kong
17/04/2024	Fintech Outlook Premier trimestre 2024 – À la croisée des chemins	Fintech
16/04/2024	Italie – Scénario 2024-2025 : 2024, alea jacta est	Italie
16/04/2024	Royaume-Uni – Scénario 2024-2025 : début d'un cycle de croissance molle	Royaume-Uni
16/04/2024	Italie – Scénario 2024-2025 : 2024, alea jacta est	Italie
16/04/2024	France – Une moindre hausse du taux d'intérêt moyen sur la dette des entreprises qu'en zone euro	France
12/04/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
11/04/2024	Espagne – Les prix de l'immobilier résistent en 2023	Zone euro
11/04/2024	France – Scénario 2024-2025 : la reprise à l'horizon	France
10/04/2024	Royaume-Uni – Le marché immobilier voit le bout du tunnel	Royaume-Uni
10/04/2024	Espagne – Scénario 2024-2025 : résilience de l'activité	Zone euro
10/04/2024	Géo-économie – Tensions et recompositions	Géo-économie

Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs en chef : Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

Zone euro : Alberto ALEDO, Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD
Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Philippe VILAS-BOAS

États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves : Slavina NAZAROVA

Europe centrale et orientale, Asie centrale, géoéconomie : Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents)

Asie : Sophie WIEVIORKA

Amérique latine : Catherine LEBOUGRE (coordination scénario)

Afrique du Nord, Moyen-Orient : Olivier LE CABELLEC

Afrique sub-saharienne : Thomas MORAND

Documentation : Elisabeth SERREAU

Statistiques : DATALAB ECO

Réalisation et Secrétariat de rédaction : Véronique CHAMPION

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.